

La constitution

C'est, je crois, mon éminent collègue, le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie), qui aurait dit qu'«on ne peut manger une constitution et que les constitutions ne donnent pas de travail à personne».

Je sais à la suite de mes contacts avec la population, non seulement dans ma propre circonscription, mais durant une campagne d'un mois dans celle de Hamilton-Ouest et un voyage au milieu de l'été dans l'ouest du Canada que les Canadiens s'inquiètent davantage du terrible déficit national, du chômage croissant et de l'inflation dont le taux dépasse les 10 p. 100 au Canada. Durant la semaine qui vient de s'écouler, certains de mes commettants se sont demandés pourquoi le Parlement était convoqué pour parler de la constitution, après tout ce que nous avons entendu durant l'été, au lieu d'aborder directement la question d'une politique énergétique nationale. Ce n'est pas si bête.

Le gouvernement peut avoir accordé jusqu'au 9 décembre au comité spécial mixte du Sénat et de la Chambre des communes pour terminer ses audiences sur la réforme constitutionnelle, mais d'ici là, les Canadiens devront faire face à des décisions inéluctables du Parlement qui pourraient influencer sur leurs dépenses de chauffage cet hiver. Quels que soient les résultats de ce grand débat sur la constitution canadienne, le gouvernement présume et nous espérons qu'ils dureront au moins 113 autres années.

• (1430)

Ce que les Canadiens de Hamilton-Wentworth et, j'imagine, d'un grand nombre d'autres endroits aimeraient savoir, c'est quel genre de sécurité ils auront en matière d'énergie pour les trois ou en fait les treize prochaines années. Quand on leur parle de la constitution, les gens demandent: pourquoi tout ce brouhaha? Où est le feu? La seule personne dans un des grands villages de ma circonscription, Ancaster, à hasarder une opinion sur la constitution a été une vieille dame qui a dit: «Il va falloir que j'aïlle lire l'Acte de l'Amérique du Nord britannique pour voir ce qu'ils veulent lui faire.» Personne de ceux que j'ai interrogés aux foires d'automne ne sait comment cela se fait ou pourquoi il faut le faire.

Quand on leur parle de couper nos attaches avec l'Angleterre, les gens de ma circonscription sont préoccupés, mais leurs attaches avec leur mère-patrie sont plus émotives que gouvernementales. Mais ils ont généralement l'impression que le fait de rapatrier la constitution ne modifiera pas la vie du Canadien moyen loyal, fort et libre de Hamilton-Wentworth. Les gens disent cependant qu'il est grand-temps que nous nous gouvernions nous-mêmes. Mais la plupart pensent que c'est ce que nous faisons depuis toujours.

Beaucoup sont inquiets et ne savent pas trop quoi penser de tous les beaux discours qu'on a entendus à la dernière conférence des premiers ministres. Un échantillonnage au hasard de mes commettants fait penser que les dix premiers ministres des provinces ont tous fait preuve d'esprit de clocher au plus haut point. Quand on leur demande ce qu'ils pensent de la nouvelle constitution proposée par le premier ministre (M. Trudeau), les gens que je représente diront probablement que ce n'est pas le genre de question à laquelle ils s'attendraient de voir un parti d'opposition s'opposer. Puis ils ajoutent: «Mais, évidemment, personne ici n'est au courant des petits détails insidieux.»

Ce document de 49 pages peut arborer en page couverture une belle feuille d'érable rouge, mais il est en fait jonché de

petits drapeaux rouges, que sont les petits détails insidieux. Comme l'a dit mon chef:

C'est un cheval de Troie. Il donne l'impression que c'est ce que nous voulons. Il effectue le rapatriement. Mais il est absolument dangereux et change fondamentalement le caractère de notre pays.

Mon chef a parfaitement raison. Du cheval de Troie que l'on aura introduit dans les murs sortiront des soldats qui amèneront un grand nombre de personnes à réfléchir sur ce que projette le gouvernement.

Le gouvernement, par la voie du premier ministre et du ministre de la Justice, a déclaré qu'il espérait que le débat échappe au sectarisme politique. Je tiens à préciser au départ mon point de vue ambivalent au sujet de l'allégeance à un parti et du parti pris politique qui déteignent sur un débat comme celui-ci. D'abord, comme tous les députés de mon parti, je suis en faveur du rapatriement de la constitution. Je crois que depuis longtemps les Canadiens devraient être maîtres de leur propre constitution. Je suis en faveur de l'enchâssement d'une charte des droits de la personne et des libertés fondamentales. Je n'approuve pas sans réserve l'imposition des droits linguistiques de la minorité. J'en parlerai dans un moment. J'appuie sans réserve l'enchâssement de la Déclaration des droits, y compris son préambule, car ce serait un hommage perpétuel au très honorable John Diefenbaker.

Mon deuxième point au sujet du sectarisme politique dans le débat actuel c'est que l'attitude du premier ministre nous empêche de surmonter nos tendances partiales et la manière unilatérale avec laquelle le gouvernement procède ont exacerbé mes sentiments de Canadien. Les députés ont dénoncé sans succès la campagne de publicité menée par le gouvernement pendant qu'un débat a lieu ici même. Je m'interroge sur l'argent dépensé aux frais des contribuables, par exemple l'avion spécial du gouvernement que Mark et John ont emprunté pour aller voir la reine à Londres.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacGuigan) et le ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie et ministre de l'Environnement (M. Roberts), ont dîné en compagnie de la reine au château de Balmoral. Ils ont rendu visite au premier ministre, M^{me} Margaret Thatcher. Passons, puisque toutes ces allées et venues étaient organisées par le haut-commissariat canadien. Mais nous avons appris que les deux ministres avaient reçu à dîner à Londres des journalistes et directeurs de journaux britanniques pour expliquer le point de vue du gouvernement, c'est-à-dire le point de vue libéral, le point de vue qui domine ici. Et la question qu'on pourrait poser est la suivante: les partis de l'opposition, leurs porte-parole, ont-ils réussi à parler aux personnes influentes dans le Royaume-Uni? A vrai dire, nous sommes très ennuyés par le fait que les contribuables payent de leur poche l'addition de ces déjeuners et dîners. Nous payons la note d'une initiative unilatérale en laquelle nous ne croyons pas.

Le corollaire en est que les membres du cabinet du premier ministre se rendront dans tous les coins du pays pour répandre la bonne nouvelle, pour faire de la propagande aux frais du gouvernement, aux frais du contribuable—c'est-à-dire à nos frais. Bien entendu, ils insisteront particulièrement auprès des habitants de l'Ouest du pays où le malaise est le plus profond, et la colère à juste titre plus forte.